

ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2011 - 10èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

ATELIER D'ÉCHANGES DE PRATIQUE N° 3 « JeunesseS' dans le Monde »

↳ Intervenants :

Denis BRUNET, Président de l'Association « Sourire »

David SAC, Directeur du Centre social Rural d'Ebreuil

Franck DESSOMME, Directeur de l'Association Le Créneau-Solidarités Jeunesse

Pierre DANIEL-CALONNE et Aurélie CHAUDIEU, Unité Régions de France de
« France Volontaires »

Véronique HÉRUPÉ, Chargée de mission coopération internationale au Conseil
général de l'Allier

Animatrice : Bernadette CHAUMARD, Animatrice Jeunesse au Conseil général de l'Allier

Bernadette Chaumard :

Bonjour à toutes et tous.

Je voudrais tout d'abord vous présenter nos excuses par rapport à cet atelier puisque deux personnes qui apparaissent au programme vous demandent de les excuser. Une personne a un problème professionnel. Monsieur Jean-Paul Petiot de l'association Jeunes du Monde de Toulouse est retenu par des impératifs professionnels, il s'est excusé hier. Mme Emilie Becouze, Directrice des Affaires européennes et relations internationales au Conseil général d'Ille-et-Vilaine quant à elle a été hospitalisée d'urgence hier après-midi. Malheureusement, ni l'un ni l'autre ne peuvent être donc là ce matin.

Nous avons ainsi sollicité très rapidement, dans nos connaissances, des personnes de qualité également. Je les remercie d'être présentes aujourd'hui. Frank Dessomme de l'association « Solidarité jeunesse », prévu au programme, est bien parmi nous. Franck est la première personne qui est ici, sur l'estrade. A côté, David Sac qui devait animer l'atelier, je lui ai piqué son rôle et lui ai demandé de monter sur l'estrade en échange. David est Directeur du centre social rural d'Ebreuil, une commune située non loin d'ici. Il vous expliquera ses démarches auprès des jeunes qu'il gère au niveau du centre social. A côté de David, Véronique Hérupé qui est chargée de la coopération internationale au Conseil général de l'Allier. C'est une collègue. Elle a gentiment accepté de monter sur l'estrade également. Puis, Denis Brunet qu'on a « rattaché aux branches » hier. Je le remercie d'être présent ce matin. Il est là un tout petit moment pour nous parce qu'il est prof et a quelques obligations tout à l'heure. Mais, il va prendre la parole en premier pour expliquer ce qu'il fait. Il est président de l'association « Sourire » qui est une association travaillant avec le Cambodge.

Cet atelier est un atelier d'échange d'expériences. N'hésitez pas à prendre la parole pendant que les intervenants sont là. C'est vraiment un échange tout au long de cette matinée. On va commencer les travaux. Pour permettre d'étendre au niveau national, deux personnes, je les en

remercie aussi, parce que je ne savais pas trop si elles étaient présentes ce matin. Elles sont venues. C'est l'association « France volontaires ». Ces deux personnes sont devant vous, Pierre Daniel et Aurélie Chaudieu. Ils ont accepté aussi au cours de cette matinée de parler de ces expériences nationales. Merci et bons échanges.

Denis Brunet :

Bonjour à tous. Comme vous l'aurez compris, je suis président de l'association « Sourire ». Nous sommes basés à Cusset qui n'est pas très loin d'ici, 4 ou 5 kilomètres. Je suis également professeur de menuiserie au lycée professionnel Albert-Londres de Cusset. L'association et le lycée sont porteurs d'un projet que nous développons depuis 2008, depuis 4 ans maintenant. Cela va faire 4 ans d'engagement. Au Cambodge, nous avons relancé la formation professionnelle dans le domaine du bois qui n'existait plus. Notre premier projet était de construire une école de menuiserie. C'était la première du pays qui rouvrait depuis les années 50 et le départ de la France. En 2008, nous avons débuté ce projet, cette construction. L'école a ouvert dès septembre 2008 avec les moyens du bord au départ. En 2009, j'ai eu l'idée de raccrocher ce projet avec mon métier. Je suis professeur de menuiserie. J'ai parlé à mon proviseur de cette idée. Il m'a dit « banco, allez-y ». Le projet était d'amener des jeunes que j'avais en cours, qui étaient en terminale bac professionnel menuiserie sur place, pour avoir un échange et pour participer aux différents travaux qui se déroulaient sur place et on a mis tout ça en route. Six jeunes sont partis la première année. Du mois de septembre au mois d'avril, au moment du départ, ils ont beaucoup travaillé à récupérer du matériel de menuiserie. Au mois de mars 2009, nous avons expédié un container de matériel qu'on avait collecté chez des artisans locaux. Il y avait 23 mètres cubes de matériel, ce n'était pas rien. Au mois de juin 2009, nous sommes partis avec toute cette petite équipe pour aller mettre tout ça en place et pour que l'atelier de cette école de menuiserie soit opérationnel. Depuis, on l'a pérennisé. Le proviseur du lycée professionnel nous a autorisés à repartir chaque année. On est ainsi reparti en 2010 et cette année encore sur des projets plus spécifiques. En 2009, c'était apporter l'eau potable dans l'école puisqu'on travaillait jusqu'à présent avec de l'eau qu'on achetait. On a installé un système de filtration d'eau. On a électrifié un certain nombre de petits orphelinats de campagne où il y a des enfants. Ils n'ont pas l'eau, ils n'ont pas l'électricité. Avec la technologie solaire et les panneaux photovoltaïques, on a pu leur amener l'électricité, la lumière. On poursuit notre chemin. En 2012, nous repartirons avec une nouvelle équipe de jeunes. En général, les jeunes qui partent avec nous sont ravis. Ils en reviennent avec des souvenirs plein la tête et tous avec l'envie d'y repartir. Un jeune qui est parti en 2009 a déjà refait un voyage là-bas parce qu'il voulait vraiment y retourner, il s'est débrouillé comme un grand. Une chose très importante, j'ai déjà amené 15 jeunes avec moi puis ils sont tous restés dans l'association. Ils sont plus ou moins actifs parce qu'ils habitent plus ou moins loin. Ils ont trouvé du boulot ou ils ont quitté la région mais, ils sont toujours membres de l'association. Quand il y a des festivités, en général, ils font l'effort d'être là pour donner le coup de main. C'est un grand réseau d'entraide. Au mois de janvier 2012, nous devrions avoir la chance, si le Ministère des affaires étrangères nous donne les visas pour accueillir ici à Vichy nos enseignants cambodgiens. Les enseignants sur place sont des enseignants cambodgiens que nous avons formés. Au départ, un certain nombre de menuisiers sont partis sur place pour les aider. Ils se sont formés au travers de la construction de leur propre école. C'était intéressant aussi. Deux de nos enseignants cambodgiens devraient arriver en France, mais c'est très compliqué d'avoir les autorisations, notamment les visas. On verra bien si on les a ou si on ne les a pas... On le saura évidemment au dernier moment. Nous les recevons pour trois mois en France. Ils seront accueillis dans divers établissements de formation professionnelle. Ils iront chez les Compagnons, dans un CFA et dans un lycée professionnel, le nôtre. Je ne vais pas être trop long. Si vous avez des questions ? Sinon, je vais passer la parole à mes collègues. Merci.

Philippe Courtesseyre, Directeur adjoint Education, Jeunesse et Sports au Conseil général des Landes :

Bonjour. Philippe Courtesseyre du Conseil général des Landes. Très rapidement une question comme j'ai compris que vous alliez partir. Est-ce que dans vos démarches vous avez eu éventuellement des contacts avec une école d'ingénieurs, l'ISA BTP à Anglet, qui mène, dans le cadre des projets d'étude des étudiants, des projets humanitaires de cet ordre-là et notamment au Cambodge où ils ont remis également en place une école de menuiserie ?

Denis Brunet :

En 2009, effectivement, c'est l'ISA BTP qui a construit les bâtiments, qui eux sont partis. On a eu beaucoup de réunions avec le directeur de l'IUT que je connais très bien. C'est un ami maintenant. On a toujours des contacts, bien sûr, avec les jeunes qui sont partis là-bas. Ils avaient organisé leur voyage en avril 2009, ont construit les locaux, ont électrifié les locaux, nous ont préparé le travail. Nous sommes arrivés ensuite avec les machines. Ils étaient 35 dans l'aventure. On est toujours en contact puisqu'on a un autre très gros projet en vue. Avec André Joie, le directeur, on reste en contact.

Véronique Hérupé :

Bonjour. Je suis chargée de coopération au Conseil général de l'Allier. Je voulais faire, brièvement, un petit résumé des actions de coopération de la collectivité qui a ses propres actions de coopération décentralisées au Mali, au Maroc, au Sénégal et en Mongolie, un axe d'aide aux porteurs de projets du département et un troisième axe de sensibilisation à la coopération à travers une biennale de coopération ou des actions qui sont aussi menées avec des lycées et le Conseil général des jeunes. J'en reparlerai tout à l'heure.

Sur le volet d'aide aux porteurs de projets du département de l'Allier, on n'a pas un critère spécifique jeune. On finance des actions d'associations comme l'association « Sourire » qui intègre des jeunes. Le critère jeunesse n'est pas un critère obligatoire d'éligibilité pour nous mais tant mieux si on a des jeunes qui portent des projets de coopération. On en a eu, par exemple à Montluçon, avec le groupe des éclaireurs de France qui a monté il y a quelques années un projet au Bénin, un projet d'hébergement, d'accueil pour les enfants des rues de Bohicon. On a aussi financé une action à Madagascar, mise en place conjointement par la mission locale de Vichy et le centre social René-Barjavel, pour un chantier de jeunes qui est parti pendant un mois, des jeunes qui étaient en rupture d'emploi ou de scolarité. On aide des associations du département. Avec l'association « Sourire », depuis le départ, puisqu'on voulait développer cet axe coopé jeunesse, on trouvait intéressant que des jeunes se mobilisent sur des actions de coopération. Pour rester avec le même établissement, on a financé une action de l'association qui travaille avec la Mongolie, avec des professeurs du technique et du lycée Albert-Londres qui ont travaillé sur la conception d'une éolienne en 2007. Ils sont partis tout le mois de juin 2007 avec trois jeunes du lycée pour installer, dans un petit village du Gobi, 7 éoliennes qui permettaient d'alimenter en eau et électricité ce village de Bogd dans le désert du Gobi. Sur l'axe coopération jeunesse, on a des exemples, Bernadette pourra en parler, de chantiers d'insertion au Mali. On est en coopération, depuis 89, avec le cercle de Niafunké qui est dans la région de Tombouctou au Mali. Plusieurs chantiers ont été menés sur ce cercle. Des jeunes du Conseil général des jeunes y sont partis en 2001 aussi si je me souviens bien. Par rapport au chantier d'insertion, nous avons eu un retour positif de jeunes qui ont pu se réinsérer dans la vie professionnelle. Des expériences positives. On développe aussi cet axe coopé jeunesse avec nos collègues de la jeunesse et du Conseil général des jeunes depuis déjà quelques années puisque la thématique coopération internationale est validée chaque année dans le cadre de ce conseil général des jeunes. Actuellement, on essaye de travailler sur un projet d'échanges culturels avec nos partenaires au Maroc, un échange de jeunes sur deux années, 2012 et 2013 avec un échange au Maroc et un échange des jeunes marocains en France en 2013. C'est plus compliqué avec le Mali depuis déjà quelques mois puisqu'on est dans la zone rouge et que les échanges là-bas ne peuvent pas se dérouler. Mais, on a aussi un projet culturel avec le collège de Bourbon-l'Archambault dans l'Allier et le collège d'une commune du cercle de Niafunké qui s'appelle Léré, avec l'espoir de faire venir des jeunes maliens dans le département en 2012 dans le cadre de la fête de la musique. C'est un axe jeunesse/coopé auquel on tient et qu'on souhaite développer.

Laurent Touron, Chargé de programme Jeunesse au Conseil régional des Pays de Loire :

Laurent Touron du Conseil régional des Pays de la Loire. Au regard des projets soutenus et notamment pour des jeunes lycéens, je voulais savoir si vous, au Conseil général, vous vous étiez posé la question de l'âge des jeunes au regard des compétences, notamment de la région qui est sur les lycées et le public lycéen et le Conseil général plutôt collégiens. Nous, on se pose la question à la Région.

Véronique Hérupé :

Quand je parle des lycées, c'est plus de la sensibilisation, ce n'est pas des projets. Des actions de sensibilisation, je pensais au lycée Banville à Moulins, on travaille avec des professeurs et une CPE sur des actions de sensibilisation des jeunes à la coopération puisque le lycée Banville souhaitait sensibiliser les jeunes. Mais effectivement, on n'a pas de projet porté par un lycée. Bernadette Chaumard peut, peut-être, en dire deux mots, elle a aussi une ligne sur ses crédits « jeunes coopé ».

Bernadette Chaumard :

Au service où je suis, le service sport et jeunesse, on a une ligne projets jeunes qui aide tous les projets jeunes, aussi bien au niveau national ici qu'au niveau international. Le critère d'âge jusqu'à maintenant était 15/25. Le dispositif correspond à cet âge-là. Par contre pour des aides aux associations qui travaillent à destination des jeunes, l'âge peut être inférieur. Ça a été le cas, cette année, lors d'un projet qui a eu lieu au Sénégal. L'accueil de loisirs de la région de Vichy, à l'occasion de l'anniversaire de l'association, s'est rendu au Sénégal avec une dizaine de jeunes pré ados qui ont été hébergés dans les familles. C'était une expérience très intéressante pour l'accueil de loisirs. On est dans du projet jeune pur, c'est-à-dire des projets portés par des jeunes de 15 à 25 ans. On s'assure, par contre, lorsqu'ils partent à l'international qu'il y ait une association support dans le pays qui puisse les accueillir. C'est la condition que l'on met pour que l'on puisse accompagner ces jeunes dans leurs démarches. Il nous semble très important qu'une association support, soit de France, soit du pays d'accueil puisse prendre en charge ces jeunes pour organiser leur séjour sur place.

Véronique Hérupé :

Je voulais rappeler qu'au niveau du service coopération c'est des projets de développement sur 3 ans portés par des associations. Ce n'est pas des projets jeunes. Tant mieux s'il y a des jeunes, et on le souhaite, dans les associations qui portent ces projets. Mais je le répète notre critère n'est pas spécifiquement les jeunes. Je voulais terminer pour signaler que, cette année, dans le cadre de la biennale de coopération qui a eu lieu en mai, toujours avec le service jeunesse, on a monté un PEJA avec le Conseil général des jeunes de l'Allier, des jeunes hongrois et estoniens autour d'un travail de représentation théâtrale avec une compagnie de Vichy qui s'appelle le Procédé Zèbre. Chacun a travaillé tout au long de l'année à cette représentation théâtrale qui a été montée pendant la semaine de la biennale avec des petites tournées qui ont eu lieu dans les zones rurales. On souhaitait amener la coopération en zone rurale. C'était le dernier projet que je voulais évoquer.

Christine Gonnu, Vice-présidente au Conseil général de l'Ain :

Bonjour. Christine Gonnu, Vice-présidente du Conseil général de l'Ain. J'ai plusieurs questions. Vous avez démarré votre intervention en parlant de trois pays particuliers avec lesquels j'ai cru que vous aviez une coopération plus forte. Après, on sent que c'est ouvert à d'autres pays. Je voudrais avoir des précisions aussi sur la biennale de la coopération. Est-ce que c'est des moments de valorisation des projets que vous soutenez ? Peut-être pouvez-vous nous donner un ordre d'idée de ces enveloppes en montants ? Et je voudrais savoir comment vous faites le lien avec le Conseil général jeunes puisque vous dites que, chaque année, le domaine de la coopération est inscrit. Nous, on a un fonctionnement où c'est vraiment les jeunes du Conseil général jeunes qui décident de leurs projets. On n'impose rien.

Véronique Hérupé :

Pour revenir aux actions de coopération portées par la collectivité, elle a quatre coopérations décentralisées. La plus ancienne est avec le Mali, depuis 89, le cercle de Niafunké dans le nord Mali. Une coopération avec la Mongolie depuis une dizaine d'années, au Maroc et au Sénégal également. C'est le premier axe des actions de coopération, les actions propres de la collectivité. Le deuxième axe est les aides aux porteurs de projet du département de l'Allier sur des projets de développement au sud. Et, un troisième axe de sensibilisations à la coopération, parmi lesquelles cette biennale qui a eu lieu cette année et qui est l'espace pour valoriser à la fois les actions de la collectivité et de tous les acteurs du département de l'Allier puisque, dans la région Auvergne, l'Allier est identifié comme un département actif avec beaucoup d'acteurs de coopération. C'est

l'occasion de valoriser tout ce qui se fait en coopération sur notre territoire. On n'impose rien au Conseil général des jeunes. Cette thématique qui est sortie en 2006 ou 2007, maintenant avec des projets forts d'échanges avec le Mali revient chaque année et est validée chaque année.

David Sac :

Je vais vous parler d'un centre social rural qui est situé dans le sud Allier, le centre social d'Ebreuil qui travaille depuis une dizaine d'années sur les échanges de jeunes, notamment dans le cadre du PEJA. Ce centre social est un centre rural intercommunal qui intervient dans dix huit communes et qui a lancé les travaux autour des échanges internationaux lors d'un diagnostic de contrat éducatif local où les jeunes ont interpellé les élus du territoire en demandant tout simplement de les aider à voyager. L'idée est partie d'ici. On a cherché les moyens au niveau de l'équipe du centre social de répondre à cette demande. Et, on a pris l'entrée des échanges internationaux. On a créé un collectif de jeunes, composé d'une douzaine de jeunes qui se renouvelle très régulièrement, quasiment tous les ans. Ce sont des jeunes qui ont été ciblés volontairement majeurs. On a travaillé avec des 18, 25 voire jusqu'à 30 ans au fil des projets. On a volontairement choisi cette tranche d'âge tout simplement par commodité. On s'est dit que, dans un premier temps, c'était peut-être plus facile de travailler avec des jeunes majeurs. Mais, on verra qu'au fil du temps on a élargi nos publics. Le groupe de jeunes est très éclectique. On a des jeunes qui sont des jeunes étudiants. On a des jeunes qui sont à la recherche d'emploi. On a quelques jeunes en difficulté. Ce sont des groupes très éclectiques et des jeunes qui viennent de tous horizons. On va avoir des enfants d'agriculteurs par exemple. La question des mobilités, là, est très importante. On va avoir des jeunes qui sont issus de familles qui n'ont pas de difficultés particulières ou issus de catégories socioprofessionnelles plutôt aisées. C'est très mixte au niveau des publics que l'on touche. Ce collectif a un fonctionnement calé sur un fonctionnement associatif. C'est le collectif qui décide des orientations qu'il donne à ses actions chaque année. C'est lui qui recherche ses partenariats. C'est lui qui recherche et met en place ses thématiques et qui compose le contenu de ses échanges. L'idée du collectif est de développer, bien entendu, un certain nombre de compétences chez ces jeunes. On travaille notamment sur le vivre ensemble. On travaille sur la notion de projet collectif, l'apprentissage de la citoyenneté. On travaille sur la prise d'autonomie, la responsabilisation bien entendu. On parle également de la mobilité des jeunes puisque, vu que nous sommes dans un secteur très rural, les questions de mobilité sont pour nous très importantes. Tout un volet concerne le territoire. L'idée est de permettre aussi à ces jeunes, à travers leurs échanges, de valoriser le territoire dans lequel ils vivent. On est en milieu rural, donc ils ont, parfois, des visions un peu négatives de leur territoire. Certains d'entre eux ont tendance à vouloir aller à la ville, ce qui est légitime, pour poursuivre leurs études ou autres. Mais, l'idée est de leur faire découvrir leur territoire, de développer le sentiment d'appartenance à ce territoire et de le valoriser à travers les échanges européens, notamment quand ils accueillent des délégations étrangères. Voilà pour ce qui concerne les objectifs. En termes d'actions, ça se traduit par des échanges bilatéraux qui ont été développés depuis 2002. Les jeunes ont travaillé sur différents pays, des pays de l'Europe du sud, des pays de l'Europe de l'est. On est parti jusqu'en Turquie. On a touché différents pays. On est monté en puissance, si l'on peut dire, puisqu'on nous a incités à passer à des échanges multilatéraux, du trilatéral, du multilatéral. On a touché ce type d'expériences. Ça a permis, au total, à une bonne soixantaine de jeunes d'être mobilisés dans ces échanges. En parallèle des travaux d'échanges européens, on développe des activités annexes avec ce collectif. L'idée est qu'il ne vive pas uniquement pendant la période de l'échange, mais qu'il vive tout au long de l'année et qu'il y ait une vraie dynamique d'animation locale qui soit conduite autour de ce groupe. On a mis en place différentes actions. Ils ont été, par exemple, visiter le parlement européen. Ils organisent régulièrement des animations festives sur le thème de l'Europe, donc des repas à thème, des soirées dansantes. Ils mettent en place différentes animations ponctuelles, notamment dans les écoles ou avec les maisons de retraite. Par exemple, on a été recueillir des témoignages de personnes âgées dans les maisons de retraite de notre territoire pour les questionner sur l'Europe et pouvoir faire le lien entre les générations à travers cette thématique. Nous travaillons également avec une petite radio locale associative qui nous laisse l'antenne et qui nous permet d'animer une émission sur l'Europe, sur l'interculturalité, sur les musiques du monde, sur toutes ces choses-là. Voilà une vie de ce collectif qui va au-delà de l'échange et qui nous permet d'entretenir la dynamique locale, d'entretenir la dynamique du groupe également et d'en assurer le renouvellement parce que, parfois, on arrive à avoir des jeunes qui s'intéressent à ce collectif de jeunes non pas par l'entrée européenne, mais peut-être parce que la radio les intéresse ou parce

que différentes activités que l'on propose vont les intéresser. Et ils vont, entre guillemets, mordre à l'hameçon et on va pouvoir les impliquer dans des échanges de jeunes. Au niveau du dispositif utilisé, je ne sais pas si c'est utile d'aller dans le détail. On utilise essentiellement le dispositif PEJA, le programme jeunesse en action, avec l'action échanges de jeunes. Le PEJA ne suffit pas en termes de financement à mobiliser les fonds nécessaires à l'ensemble de nos actions. Donc, on travaille beaucoup avec les jeunes sur l'autofinancement des activités, ce que je vous expliquais précédemment avec les animations, les soirées dansantes, les choses comme ça. Ça permet aux jeunes de mobiliser des fonds supplémentaires et de trouver de l'argent pour mener à bien leurs projets. On travaille également avec le conseil général, la mutualité sociale agricole qui, ponctuellement, nous apportent un soutien financier également. Enfin, au bout de 10 années, c'est arrivé plus tôt, mais cette expérience dans le temps nous a permis d'avoir le soutien des collectivités locales. Les municipalités, la communauté de communes de notre territoire sont devenues, au fil du temps, de réelles partenaires en termes de logistique puisqu'elles nous mettent à disposition bon nombre de biens tels que des minibus, des gîtes avec des tarifs défiant toute concurrence ou des salles des fêtes ou des choses comme ça, mais également en termes de subventions puisqu'elles nous apportent un petit peu d'argent. Voilà en ce qui concerne l'aspect financier. Nos budgets vont de 20 à 30 000 euros selon le nombre de participants, selon la durée des séjours et la destination, bien entendu, que l'on choisit. Ce mode de financement s'est diversifié ces dernières années. Nous avons travaillé en 2010 et en 2011 sur un partenariat un peu différent. On a inscrit l'échange européen que l'on a mené notamment avec la Roumanie dans le cadre des fonds LEADER. On a travaillé avec le pays de Vichy Auvergne qui développe un partenariat avec le secteur de Cluj, le canton de Cluj en Roumanie. Nous avons pu bénéficier de ce type de fonds européens pour des actions d'échange de jeunes. Je vais vous donner des informations sur cet échange qui a été un peu particulier. Quand on s'inscrit sur du PEJA, on recherche un partenaire, une association quelconque ou un groupe de jeunes informel européen. Là, on a travaillé différemment. Nous avons dans notre territoire un pôle d'excellence rurale qui s'appelle le Naturopôle, à Saint-Bonnet-de-Rochefort. C'est un pôle d'entreprises qui ont une vocation environnementale. Ces entreprises développent un partenariat économique avec Cluj. Elles font venir de la myrtille qui est cultivée là-bas et qui entre dans la composition de certains produits que développent ces entreprises. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort a souhaité dépasser le cadre de ce partenariat économique et souhaite s'engager dans une dynamique de jumelage et de travail interculturel avec la population de la commune de Beliche notamment. Elle a sollicité l'expertise, si l'on peut dire, entre guillemets, en toute modestie, du centre social pour son savoir-faire en matière de jeunesse et nous a demandé d'animer un échange européen avec les jeunes de cette commune. On a pris une autre entrée que celle du PEJA qui était une entrée devenue classique pour nous. Je vais peut-être vous parler des freins rencontrés au fil de ces expériences. Au début, on a peiné avec les dossiers de subvention qui sont conséquents. Il faut se familiariser.

Denis Brunet :

Je suis obligé de vous quitter parce qu'il faut que j'aille au boulot. C'est dommage. Je vous remercie. Un tout petit mot encore que j'ai oublié, tout à l'heure, un projet qu'on a mené avec des jeunes cambodgiens et des jeunes français. On a eu l'idée en 2009 d'écrire un petit livre de contes. Ce livre a été écrit par de jeunes cambodgiens de notre école. Il a été illustré par des jeunes français. Il a été mis en pages par l'IUT de Vichy et imprimé sur les presses du lycée professionnel de Romagnat, le lycée de l'imprimerie. Ce livre est vendu maintenant en France et distribué au Cambodge. Ce livre est bilingue en français et en cambodgien. C'est tout ce que je voulais rajouter. Je vous remercie. Je suis désolé, mais il faut que je m'en aille. Au revoir.

David Sac :

On repasse du Cambodge à Ebreuil. J'en étais aux freins. Nos quelques difficultés de départ sont situées essentiellement sur les dossiers de financement. Dans le cadre du PEJA, il y a des dossiers de financement qu'il faut appréhender. Ça nous a pris un petit peu de temps. Le financement s'est complexifié, notamment quand on a travaillé avec LEADER. C'était des choses auxquelles on été peu habitué. Il a fallu aussi se mettre dans cette dynamique-là. Pour une petite association comme la nôtre, une autre difficulté, un autre frein est l'aspect financier. Ça demande des avances de trésorerie un peu conséquentes. Pour un trésorier bénévole, ça peut être engageant. Ça peut refroidir au départ. C'est quelque chose à travailler réellement avec les administrateurs. La

mobilisation des jeunes, notamment en milieu rural, est difficile parce que les jeunes ne sont pas là en semaine. Pour la plupart, ils font des études à l'extérieur. Il faut travailler avec eux le week-end. Il faut les mobiliser. C'est un travail de longue haleine. On se rend compte que, si on ne concrétise pas très vite les activités et les projets, on a du mal à les mobiliser et on a surtout du mal renouveler le groupe. Enfin, peut-être quelques freins liés à la langue. On n'est vraiment pas très doué avec les langues en France. Quand on est dans des échanges de jeunes, parfois ça limite un peu les échanges et les expériences. Voilà pour les freins. Je voudrais vous parler des plus-values parce que ça me paraît important, des plus-values pour les jeunes, mais peut-être également pour la structure, le centre social et également pour le territoire. Pour les jeunes, on pense réellement que ces échanges leur permettent de développer leur autonomie et de les responsabiliser. C'est aussi une initiation à la vie associative parce qu'on est vraiment dans cet état d'esprit. Même si le collectif est une activité intégrée au centre social, il a vraiment un fonctionnement à part et complètement autonome. A travers ces projets qui sont également des projets collectifs, on va travailler le vivre ensemble. C'est également une plus-value pour les jeunes. Je reviens aussi à l'aspect associatif. C'est des jeunes qui, souvent, à travers notre expérience vont, après, s'engager un petit peu dans la vie associative. Pas tous, mais certains font le pas et vont s'impliquer, vont devenir bénévoles dans des associations de jeunes ou des associations locales. Ça permet également aux jeunes de s'ouvrir l'esprit, de sortir du milieu rural et de lutter également contre les préjugés. Parfois en campagne, comme ailleurs, on a quelques préjugés sur nos voisins européens. On pense que ça leur permet d'être un peu plus ouverts et de lutter contre tous ces préjugés et éventuellement de lutter contre le racisme. Les apports linguistiques aussi ne sont pas négligeables pour les jeunes, même si, comme je vous le disais, c'est un frein parfois. Pour certains d'entre eux, ça leur permet de travailler la langue même si la durée est limitée parce que je vous accorde que les séjours ne durent qu'une dizaine de jours. Pour le territoire, on se rend compte que les jeunes se sont appropriés un petit peu leur territoire parce qu'à travers les activités qu'on mène ils découvrent leur territoire et ils le valorisent. C'est une chose à laquelle les élus locaux sont très sensibles. Il y a aussi une incidence économique. Quand on développe des échanges, quand on accueille une quarantaine de jeunes européens dans un territoire, on va faire travailler un traiteur local, on va faire travailler un certain nombre de commerces. Et, on s'attache à ce que ce soit des acteurs locaux. On ne va pas chercher ailleurs nos marchandises et nos besoins. Ça participe également à la dynamique locale parce qu'on organise toujours dans le cadre de nos échanges un temps de rencontre avec la population locale pour faire en sorte que nos échanges soient ouverts aussi sur le territoire. Ça valorise également les ressources et les savoir-faire du territoire puisqu'on va aller chercher pour nos animations et pour nos activités des ressources locales. Et, enfin, je pense qu'au bout d'une dizaine d'années, ça a contribué ou ça apporte un petit peu au développement des actions européennes dans le territoire. On s'est rendu compte, en 10 ans, je ne sais pas si ça vient de là, je n'ai pas cette prétention, mais je pense que des choses se sont développées dans le territoire, notamment des actions dans le cadre des écoles par le biais du dispositif Comenius que vous connaissez certainement. Des écoles se sont engagées dans cette dynamique. Notre petite radio associative avec laquelle nous travaillons depuis plusieurs années souhaite s'engager dans un service volontaire européen. Différentes actions, différents indicateurs nous permettent de nous dire que, peut-être, nos activités ont un impact sur le territoire et ont un impact sur le développement de projets européens. Pour le centre social, c'est le moyen de toucher un public qu'on avait peu l'habitude de toucher. On n'était pas bien habitué à travailler avec les 18/25 ans. C'est une réelle plus-value pour la structure. Les jeunes impliqués dans le collectif se sont impliqués dans la vie du centre. Certains sont devenus animateurs. Donc, c'est également une plus-value pour nous. Je ne vais pas vous cacher que c'est une activité un petit peu vitrine. On en est assez fier. Les administrateurs du centre social sont fiers de cette action parce que c'est une action qu'on a l'occasion, à maintes reprises, de valoriser. L'Europe est devenue une thématique transversale au sein du projet social de l'association. On travaille l'interculturel et l'Europe à l'occasion d'autres activités dans nos centres de loisirs, dans nos accueils jeunes, dans le contrat local à l'accompagnement à la scolarité. Dans une multitude d'activités, c'est devenu une thématique abordée. Voilà pour les plus-values pour le centre social. Peut-être quelques points négatifs quand même parce qu'il y en a. On se rend compte que les activités qui sont développées par les écoles, par le collège, en dehors du centre social dans le territoire restent encore un peu cloisonnées. Notre ambition serait d'arriver à travailler ensemble. On a un projet de Comenius inter Regio qui devrait pouvoir nous habituer à travailler plus ensemble. On a un public peut-être très ciblé parce

qu'on travaille, depuis 10 ans, sur les 18/25 ans. Donc, il faudrait peut-être qu'on diversifie notre public. On est en train d'y réfléchir. Et, le dernier échange est allé un peu dans ce sens puisqu'on s'est intéressé à des jeunes ados de 13, 14, 15 ans. Un autre point négatif de notre expérience, peut-être, c'est que c'est une action du centre social qui est réservée, elle n'est pas réservée, mais de fait elle est réservée aux salariés. On a peu d'administrateurs qui sont impliqués dans ces échanges internationaux, sauf lors du dernier échange où deux ou trois administrateurs se sont impliqués. On est en train de réfléchir aussi à comment on pourrait faire faire de l'Europe, entre guillemets, à nos administrateurs. Aussi, un de nos points négatifs qu'on relève est qu'on est très ciblé sur le PEJA. L'idée est d'aller voir d'autres dispositifs parce qu'on a appris, au fil du temps, qu'il y a une multitude de dispositifs qui nous permettent de travailler la thématique européenne. Maintenant, il faut qu'on passe, si l'on peut dire, à la vitesse supérieure et aller voir dans quels autres types de dispositifs on pourrait inscrire le développement de nos projets. Voilà ce que je peux dire sur notre expérience. Merci.

Rémi Cousin, Directeur jeunesse en Mairie de Tourcoing :

Bonjour, Rémi Cousin. Je suis directeur jeunesse de la ville de Tourcoing dans le Nord. La ville de Tourcoing a mis en place un programme de mobilité internationale qui s'appelle le programme « Mouv' » en collaboration avec la mission locale, la maison de l'emploi. Il y a deux volets. Il y a un volet « Mouv' to change » pour changer, pour la culture, pour l'apprentissage des langues et « Mouv' to work » pour le placement à l'emploi. Je voulais savoir d'une part si, s'agissant de 18/25 ans, vous aviez, au niveau du centre social, des retombées par rapport à du placement à l'emploi ou des envies de mobilité pour l'emploi parmi les jeunes qui sont déjà partis. C'est la première question. Et, la seconde question concerne plus la trésorerie que vous aviez évoquée parce que, au-delà de la trésorerie, tous ces aspects PEJA et Comenius Regio restent assez lourds. Est-ce que vous avez un accompagnement spécifique en termes d'ingénierie financière comptable ? Est-ce que vous avez un super commissaire aux comptes qui vous aide ? Comment faites-vous ? Merci.

David Sac :

Sur la question de l'emploi, nous avons quelques jeunes qui sont passés par les expériences du collectif qui ont développé des expériences professionnelles à l'étranger. Nous avons notamment une jeune fille qui a fait des études de sage-femme qui est allée travailler à l'étranger. Nous avons également un jeune qui est ingénieur et qui travaille en Belgique. Est-ce que c'est lié réellement à cette activité au sein du collectif ? Je ne sais pas. Mais, je pense que ça y a participé. Ça a dû à un moment ou à un autre jouer dans leur choix professionnel. Sur le nombre de jeunes que je vous ai cités, 60 jeunes qui ont été mobilisés au fil des 10 ans, ça reste quand même un petit nombre. On peut dire que ça reste marginal, si je puis dire. Concernant l'aspect financier, on a la chance d'avoir un centre social qui est en bonne santé financière. Ça nous permet de faire face aux avances de trésorerie qu'il est nécessaire de mobiliser pour les projets. Quand on est dans des projets PEJA, on reste sur des budgets, même s'ils sont déjà conséquents, je vous l'ai dit c'est des budgets de 20 à 30 000 euros, pour une association comme la nôtre on y arrive. Par contre, quand on va partir sur des plus gros dispositifs, Comenius Regio et autres, je pense qu'il va falloir qu'on travaille de très près avec les collectivités locales pour qu'on puisse avancer dans ce type de projets parce que le centre social n'aura peut-être pas, effectivement, les reins suffisamment solides pour faire face aux dépenses, seul.

Babacar Ba, Coordinateur de secteur jeunesse au Centre socioculturel de Thann :

Bonjour, moi c'est Babacar Ba. Je suis coordinateur du secteur jeunesse du centre socioculturel de Thann. C'est en Alsace à côté de Mulhouse. On travaille beaucoup sur le PEJA. Ma question est sur le public. Nous, quand on fait des PEJA, la moitié, voire les trois quarts, est un public féminin. Mais, vous qui êtes dans un milieu rural, comment se passe la répartition du public garçons/filles, notamment pour les 18/25 ?

David Sac :

On a constaté également que beaucoup de jeunes filles participaient à nos activités, que les filles devenaient majoritaires dans le collectif. Ça a changé par la force des choses parce que, dans le cadre du PEJA, la question de la mixité de la répartition est devenue une obligation à la sélection des financements. On a dû trouver des garçons. On a pris notre bâton de pèlerin et on a été mobiliser des garçons pour que la parité soit assurée dans le groupe. Mais, c'est vrai que c'est un

constat qu'on a fait, il y a quelques années en arrière. Beaucoup, beaucoup de jeunes filles se mobilisent dans ce type d'actions.

Bernadette Chaumard :

Est-ce que des personnes ici présentes ont des expériences similaires à ce que fait le centre social d'Ebreuil, des structures qui se sont lancées dans la démarche ?

Geneviève Balichard, Francas de l'Allier :

Bonjour. Geneviève Balichard, les Francas de l'Allier. Nous sommes aussi engagés depuis quelques années dans des projets. On a commencé par le LEADER. Ce n'était pas forcément le plus facile. Aussi avec le pays Vichy Auvergne. Ça a été compliqué. En plus, on a été les premiers à essayer les plâtres de ce dispositif. La question de la trésorerie était très lourde à gérer. Après, on a travaillé plutôt sur des programmes PEJA. Je voulais juste dire deux mots sur un échange qu'on vient de faire, cet été, avec un partenaire roumain. Au-delà d'un échange de jeunes qui se passe bien, c'est toutes les suites qu'il peut y avoir à partir d'un projet qu'on n' imagine pas forcément quand on démarre. Les partenaires roumains, profs de français, souhaitent établir des relations avec des collègues ou lycées français. On est à la recherche de contacts avec des professeurs de français qui voudraient correspondre. Peut-être que ces correspondances pourront aboutir encore à d'autres choses. On est aussi avec un partenaire qui a vraiment pris en compte un projet qu'on lui a proposé autour d'un concours d'affiches que les Francas organisent sur les droits de l'enfant. Et, on a, aujourd'hui, plus de 150 jeunes roumains qui vont participer à ce concours. Voilà c'est les plus, les choses qui se rajoutent à ce qu'on avait prévu au départ. Ça devient aussi intéressant.

Marie Bayssat, Adjointe Enfance et Jeunesse en Mairie de Issoire :

Bonjour. Marie Bayssat, adjointe enfance jeunesse à la ville d'Issoire dans le Puy-de-Dôme. Je voulais vous faire part d'une petite expérience sur quelque chose que vous n'avez pas vraiment évoqué jusqu'à présent. C'est le service volontaire européen. Vous allez en parler peut-être. Nous avons peu d'échanges avec l'Europe en dehors des lycées qui font des échanges d'élèves évidemment, un jumelage avec l'Allemagne, un début de jumelage avec l'Italie qui est très embryonnaire. Cette année, nous avons lancé ce service volontaire européen et nous avons accueilli, à Issoire, deux jeunes espagnols, c'est un couple, qui n'est plus très jeune. Ils ont presque 30 ans. ça a été une expérience formidable. Je veux dire qu'ils sont moins jeunes. La jeune femme est accueillie au CCAS. Elle travaille à la fois au foyer logement, dans la partie personnes âgées, un petit peu à l'accueil de personnes en difficulté puisqu'on a un accueil d'urgence de nuit. Et, le jeune homme travaille à la maison des jeunes à des projets Web TV, projets d'animation. C'est un très bon photographe. Il a aussi une animation photo. Ce qu'ils nous ont apporté tous les deux en plus, ce sont des jeunes qui sont assez matures, qui ont choisi ce service volontaire européen parce qu'en Espagne, actuellement, ils ne trouvaient pas de travail. Ils ont dit « il faut partir ». C'est pour ça qu'ils font ça tout de suite. Ils ont un regard très pertinent sur notre travail. Ça a été un apport pour nous extraordinaire. Quand on réunit les équipes d'animateurs au CCAS ou à la maison des jeunes, ils ont une façon de voir notre travail et de nous apporter des choses en plus. Leur regard est vraiment très intéressant. C'était pour vous dire de ne pas hésiter. Pour une municipalité, ce n'est pas un engagement énorme financièrement puisqu'il y a aussi des fonds européens qui paient en partie ce service. C'est génial. En dehors de ça, nous avons un petit projet, très embryonnaire aussi, avec le pays d'Issoire val d'Allier sud sur la Grèce. C'était une demande, au départ, de la ville de Corinthe. Ce n'était pas un jumelage, mais un projet amical pour que ce soit plus simple dans la formalisation. Mais, avec les difficultés rencontrées en Grèce actuellement, une autre ville serait plus prête à faire des échanges avec nous. Pour l'instant, c'est très embryonnaire. Là, c'est avec des programmes LEADER.

Franck Dessomme :

Bonjour à tous. Je suis Frank Dessomme, délégué régional de Solidarité jeunesse en Auvergne, dans l'Allier. Solidarité jeunesse est une association nationale, créée en 1956, présente dans sept régions de France : Midi-Pyrénées, Franche-Comté, Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon, Auvergne, Ile-de-France et PACA. Je travaille dans la délégation Auvergne située à Montcombroux-les-Mines dans l'Allier, en territoire rural, voire très rural. C'est une association de jeunesse et d'éducation populaire qui travaille essentiellement dans les domaines du volontariat et des projets internationaux, mais aussi avec un volet insertion sociale, socioprofessionnelle

notamment des jeunes en difficulté, dits en difficulté. Nos activités dans l'Allier, on est une structure d'accueil, c'est-à-dire qu'on a un lieu d'accueil. C'est une ancienne propriété, une ancienne ferme qu'on s'attache à rénover depuis 1993 et qui représente pour nous un support d'activité pour accueillir des jeunes du monde entier, toute l'année. Donc, toute l'année, de janvier à décembre, on a une équipe de jeunes entre 16 et 30 ans avec des statuts différents dont le service volontaire européen. On a toujours deux ou trois personnes qui viennent à travers ce dispositif. Mais, comme le service volontaire européen est limité essentiellement à des jeunes européens et qu'on souhaite aussi accueillir des jeunes des autres continents, on accueille des jeunes d'autres continents qui sont envoyés par nos partenaires internationaux. Par exemple, en ce moment, on a un jeune du Mexique et on est en attente d'une jeune indonésienne qui viennent sans dispositif, sans cadre. On accueille également des jeunes français en service civique. Et, on accueille d'autres jeunes français qui sont, eux, envoyés par des structures socioéducatives tels des foyers, des centres éducatifs pour des séjours plus courts cette fois, des séjours d'une semaine à deux semaines, un mois. Quant aux volontaires internationaux, eux, ils peuvent rester pendant un an. Il y a un système d'entrées et sorties permanentes qui permet d'avoir toujours une équipe de 6 à 10 personnes, garçons, filles dans le lieu. L'objectif, pour nous, est d'abord de leur faire vivre une expérience atypique. Ils habitent sur place. Ils vivent en collectivité dans des chambres collectives. Nous sommes trois salariés de l'association. Nous habitons également sur place à leurs côtés. On a, évidemment, nos espaces personnels, mais on est sur place toute l'année. Pour nous, c'est aussi l'occasion de faire bénéficier le territoire de leur présence. On essaye de développer des partenariats avec des structures locales éducatives, un collège, avec une structure qui accueille des adultes handicapés, la maison de retraite pour faire dans l'intergénérationnel, des accueils de loisirs, un festival de rencontres autour de l'environnement. Tout est bon à prendre, je dirais, pour que nos jeunes participent, s'investissent et découvrent une autre forme d'engagement. Pour l'activité principale, l'activité quotidienne qu'on leur propose, c'est la réhabilitation de la propriété avec toutes les valeurs que ça entraîne, reconstruire la propriété puisque c'est des très vieux bâtiments, reconstruire, donc se construire en construisant, et les valeurs d'égalité aussi puisque, avec une truelle ou une brouette dans les mains, ça nivelle les valeurs, ça nivelle les compétences. Voilà pour l'accueil de volontaires. On envoie aussi des volontaires à l'étranger. C'est plus le travail de notre siège national qui est basé à Paris. Mais, en Auvergne, dans l'Allier, on peut parfois accueillir des jeunes qui nous sont recommandés, qui nous sont envoyés, qui nous sont conseillés par des acteurs du territoire pour les guider, pour construire avec eux éventuellement des parcours de mobilité, leur proposer après, par exemple, de partir en service volontaire européen à court terme pour les personnes qui sont un peu plus à convaincre ou qui sont un peu plus hésitantes et, éventuellement, pour du long terme après. On organise aussi des projets internationaux un petit peu avec le PEJA, programme jeunesse en action, un petit peu avec l'OFAJ, l'office franco-allemand pour la jeunesse qui encourage des projets interculturels entre la France et l'Allemagne, voire avec une tierce nationalité. Ça nous arrive aussi régulièrement d'organiser des projets sur des thématiques très variées en fonction des opportunités. Bien entendu, les jeunes qui sont à Montcombroux dans l'Allier, les jeunes volontaires y participent. Voilà pour les projets internationaux. Plus franco français cette fois, là où je trouve que notre structure est assez pertinente, c'est pour le travail avec des jeunes qu'ils soient mineurs ou majeurs, déscolarisés ou sans diplôme, sans qualification, sans parcours scolaire, en échec scolaire. On a un partenariat avec la mission locale de Saint-Chamond dans la Loire qui, pendant un an, là ça se termine, ça a commencé fin 2010, qui, depuis un an, nous envoie des jeunes que les travailleurs sociaux ont repérés, des jeunes qui sont en situation d'échec, en situation pas d'errance, mais d'inactivité prolongée et sans avenir clairement. Ils ont beaucoup de mal à se projeter, beaucoup de mal à se valoriser, beaucoup de mal à rebondir tout simplement sans un coup de pouce. Le petit coup de pouce que leur propose la mission locale c'est un séjour de deux mois chez nous qui vise à, première chose, la mobilité. Même, à 16 ans, aller de Saint-Chamond jusque dans l'Allier, ce n'est pas toujours évident. Déjà couper le cordon avec la famille et prendre du recul sur sa situation, rencontrer de nouvelles personnes, reprendre un rythme. Bien souvent, ces jeunes vivent avec un rythme décalé, vivent davantage la nuit, se lèvent à 14 heures. Or, chez nous, on a un programme d'activités journalier. A 8 heures et demie, on commence les activités qui se terminent en fin d'après-midi. Déjà reprendre un rythme. Réapprendre à vivre collectivement puisque ça permet de renvoyer les individus à eux-mêmes, à sa façon de vivre, sa façon d'être, sa façon de supporter les autres, sa façon de s'impliquer dans un groupe, de participer, d'écouter, de proposer. Et, ça leur permet aussi de faire le point sur leurs compétences, sur leurs savoir-faire. Souvent, ça leur

redonne des envies, ça leur redonne confiance en eux aussi, effectivement, le fait d'être dans un groupe, entre guillemets, en minorité puisqu'on n'est pas un centre éducatif. On accueille une minorité de jeunes qui sont en difficulté dans leur parcours. Mais, quand on accueille des SVE, par exemple, c'est des profils étudiants. Donc, c'est des jeunes qui ont une certaine stabilité, qui ont une certaine vision de leur avenir, de leur parcours et qui permettent aussi de contaminer dans le bon sens des jeunes qui n'ont pas du tout cette conscience-là et qui n'ont pas confiance en eux. Cette mixité interculturelle est très bénéfique pour ce type de jeunes français qui sont un peu perdus. On leur propose des séjours de deux mois dans lesquels on intègre un séjour d'une semaine, un séjour court d'une semaine dans une autre région de France pour tester encore, dans un autre contexte, ce qu'ils peuvent en tirer. On leur propose une nouvelle ouverture interculturelle et une nouvelle expérience. Là, on s'appuie sur notre réseau Solidarité jeunesse qui est présent dans différentes régions. Après les deux mois, ça peut éventuellement déboucher sur une autre expérience de mobilité, cette fois à l'international. On peut leur proposer de partir en SVE court terme chez un de nos partenaires, donc vivre 3 semaines, un mois, participer à un projet en Estonie, en Allemagne, au Portugal etc selon les opportunités, même si, bien souvent, on les encourage davantage à refaire le point avec leur conseiller mission locale pour enchaîner directement, dans l'idéal, sur une formation. En général, ils en sont à ce stade-là. Les quelques jeunes qu'on a accueillis depuis fin 2010, ça porte ses fruits puisque, tout simplement, ça les remet dans le bon sens. Je ne dirai pas dans le droit chemin parce que c'est un petit peu exagéré, mais ça les remet dans de bonnes conditions. Ça leur redonne une certaine sérénité pour se projeter et pour reprendre une formation. On parle de mobilité, de jeunesse. Ce qu'on met en avant, c'est le côté mixité interculturelle entre des jeunes qui viennent de pays différents et des jeunes français. C'est très riche, très bénéfique pour tout le monde puisque, même pour les jeunes volontaires internationaux qui viennent en France, qui viennent chez nous, ils découvrent un autre univers, ils découvrent des jeunes auxquels ils ne seraient pas du tout confrontés s'ils restaient dans leur pays d'origine. Ils découvrent toute une réalité des choses, une réalité de la société qui leur fait prendre conscience de plein de choses et qui participe de l'expérience qu'ils vivent au travers du volontariat international. Je voulais terminer sur cet aspect. Je n'ai pas parlé des chantiers internationaux puisque Solidarité jeunesse est aussi connue pour organiser des chantiers de jeunes bénévoles. On en organise plusieurs dans le département de l'Allier, en tout environ 80 au niveau national. Les chantiers de jeunes sont un concentré de ce qu'on fait à l'année à Montcombroux puisque c'est aussi des groupes mixtes avec des jeunes français qui peuvent être issus de structures socioéducatives, orientés par les éducateurs et des volontaires internationaux qui ont, bien souvent, un profil étudiant dans une tranche d'âge 18/25 en général, la moyenne c'est ça et, encore une fois, très féminin. C'est un constat qu'on fait depuis le début. C'est toujours très féminin, le volontariat dans l'ensemble, encore que dans le volontariat à long terme, on arrive plus facilement à équilibrer les équipes pour arriver à plus de mixité. Mais, dans les chantiers de jeunes, c'est encore très féminin. Pour terminer, les chantiers de jeunes, pour nous, c'est aussi un outil qu'on peut proposer aux jeunes qu'on suit toute l'année, qu'on accueille toute l'année. Pour les jeunes volontaires internationaux, c'est l'occasion de prendre des responsabilités. Pour ceux qu'on juge en capacité de, on leur confie l'animation d'un groupe puisqu'ils ont tout le recul et toute l'expérience de vie collective, de chantier, de travail volontaire qu'ils ont acquis durant l'année. Pendant l'été, on leur confie l'animation pédagogique des groupes en binôme, en général, avec une personne française, un animateur français. Et, pour les plus jeunes ou ceux qui commencent leur parcours ou ceux qui ont besoin d'un peu plus d'accompagnement, c'est l'occasion de participer et de s'investir dans un nouveau groupe et de recréer du lien, de profiter d'un nouveau terrain d'apprentissage sur des périodes de 2 à 3 semaines. Cette fois, je vais vraiment terminer après ça. Cette année, on a fait un partenariat aussi avec l'ADSEA, l'association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de Moulins. On a constitué un groupe mixte, 6 volontaires internationaux, 6 jeunes des quartiers de Moulins qui ont participé pendant 2 semaines à un chantier, ensemble. On amenait un encadrement. Il y avait toujours un éducateur présent avec les 6 jeunes, 6 jeunes qui sont issus de quartiers populaires, défavorisés, mais qui n'ont pas forcément un avenir complètement bouché. C'était des jeunes qui s'étaient déjà préparés, sensibilisés et qui avaient envie vraiment de participer et qui n'ont pas été contraints de venir. L'idée était de commencer par un chantier de jeunes international pour après, leur donner envie à leur tour d'expérimenter la mobilité internationale, de partir dans un échange de jeunes ou pour un volontariat international. Deux mois après la fin du chantier, aux dernières nouvelles, ils sont encore motivés pour ça. Donc, on espère que ça va durer et que, grâce au

soutien de l'agglomération de Moulins, Moulins communauté, ils pourront partir à l'international. Je ne sais pas où, ni dans quel cadre, mais à l'été 2012.

Bernadette Chaumard :

Y a-t-il des réactions sur ces expériences menées par Solidarité jeunesse ?

Au niveau du territoire, le chantier de jeunes peut être une belle opportunité aussi, une prise de conscience des élus locaux pour leurs jeunes et pour une entrée au niveau international puisque ces chantiers ont lieu dans les territoires. Donc, pour les élus locaux qui sont toujours un petit peu inquiets pour leur jeunesse, ça peut être pour eux une porte d'entrée pour leurs jeunes qui participent à ces chantiers puisqu'ils sont accueillis avec de jeunes bénévoles venant de tous les pays du monde. Ça peut être intéressant pour les élus locaux, les collectivités, les communes, les communautés de communes pour faire leur première entrée dans une démarche à l'international même si ça passe sur leur territoire. Est-ce que, parmi les personnes qui sont présentes ici, il y a des élus qui ont mené cette expérience sur leur territoire et qui ont goûté à ces chantiers de jeunes bénévoles ?

Marie Bayssat, Adjointe Enfance et Jeunesse en Mairie de Issoire :

Tous les ans nous accueillons un chantier international de jeunes à Issoire. Ça se passe très bien. Nous les accueillons, toujours à la maison de jeunes, où ils sont reçus par les élus, par toute l'équipe de la maison des jeunes, et où il y a une journée et une soirée organisées avec les jeunes issoiriens autour d'un repas. Les jeunes étrangers font un peu de cuisine, apportent leurs propres recettes, les auvergnats les leurs. Il y a une grande journée, une grande soirée d'échanges avec tous les jeunes.

Jocelyne Vernon, Adjointe au Maire Jeunesse et Démocratie locale en Mairie de Mée-sur-Seine :

Vous parlez d'expériences. Je suis élue au Mée-sur-Seine en Seine-et-Marne, adjointe à la jeunesse. Nous avons tenté aussi des expériences à l'international. Nous avons reçu un chantier, il y a deux ans, dans le cadre des animations d'été. L'année dernière, nous avons aussi travaillé avec nos deux villes jumelées. Nous avons accueilli les espagnols. Nous menons une action, un peu comme ce qui se fait à Paris, le Mée plage. Et, nous organisons pendant un mois, tout l'été, des animations d'été autour de la plage avec les enfants plutôt en zone ZUS. Nous avons accueilli 5 espagnols que nous avons logés et qui ont travaillé avec nous sur ce chantier pendant tout le mois. Ce que nous avons fait et qui était intéressant, avec le conseil local de la jeunesse, deux années de suite, et nous avons des difficultés, c'est pour ça que j'étais intéressée par toutes les possibilités en termes de moyens et de subventions, nous avons envoyé 6 jeunes dans un petit village du Sénégal pour travailler à des travaux de peinture avec une ONG. On a réussi à s'en sortir avec des crédits ville, des crédits conseil général et grâce aussi à l'apport des ONG. Ça a très bien marché pendant deux ans de suite. Mais, là, on est un peu essoufflé parce que le conseil local de la jeunesse doit changer, de nouveaux jeunes qui doivent travailler sur nos propres projets. Il faut que ça vienne des jeunes. On espère qu'ils vont reprendre ce projet et continuer. Ça a été très intéressant pour les jeunes qui sont partis, qui ont vu leur ville autrement et qui ont vu qu'ailleurs ça n'était pas si simple. Ils ont toujours des idées pessimistes sur ce qu'ils ont autour d'eux. La deuxième année, il y avait un volet travail, c'est-à-dire insertion. On a réussi, j'étais en train d'écrire quid des autres jeunes, on a réussi à faire en sorte que deux autres jeunes continuent à travailler dans ce genre de branche. On a réussi à insérer deux jeunes en difficulté parce que l'idée était de travailler avec des jeunes en difficulté. Je trouve ça très intéressant parce que ça donne envie de continuer. Et, c'est ce que je vais essayer de faire à mon retour, insister pour que le conseil local de la jeunesse, le prochain puisque nous sommes en pleine campagne pour rechercher des jeunes de 15 à 25 ans, reparte dans ce genre de domaine.

Babacar Ba, Coordinateur de secteur jeunesse au Centre socioculturel de Thann :

C'est juste une question, Monsieur, qui m'est venue tout à l'heure. Quand les jeunes partent de chez eux deux mois, est-ce que vous avez un suivi, un retour de ces jeunes-là ? Est-ce que vous savez ce qu'ils deviennent après le séjour de deux mois ?

Franck Dessomme :

On n'est qu'une étape dans le parcours que leur propose la mission locale. La mission locale, à leur retour, fait une évaluation de l'expérience et continue à les suivre, voire à leur proposer d'autres dispositifs dans lesquels ils peuvent s'insérer. On le sait si on recontacte la mission locale qui peut nous tenir au courant de ce que sont devenus les jeunes dans quoi ils se sont engagés. Et, tout simplement, il y en a qui rappellent pour prendre des nouvelles des copains qu'ils ont quittés et voir comment ça fonctionne. Je pense aussi à une certaine fierté de dire ce qu'ils sont en train d'entamer comme nouvelle expérience, dans quoi ils s'engagent et de dire « j'ai fait ça. J'ai réussi, comme je t'en avais parlé un CAP espaces verts » par exemple. Oui, on a des retours après l'expérience.

Pierre Daniel :

Bonjour à tous. Je travaille à France volontaires. Je vais vous préciser rapidement ce qu'est France volontaires, Je ne suis pas certain que tout le monde connaisse, et les chances sur lesquelles on travaille en essayant de faire le lien avec ce qui a été dit tout à l'heure. En préalable, Jeunesse dans le monde, ça nous parle beaucoup puisque, au tout départ de ce qui n'était pas encore France volontaires, mais ce qui était l'AFVP, l'association française des volontaires du progrès en 63, notre objet social historique est celui-là. Il est de permettre aux jeunes dans leur diversité de vivre leur engagement de citoyen à l'international. L'association française des volontaires du progrès, l'AFVP, pendant 45 ans à peu près, était une organisation d'envoi de volontaires de solidarité internationale sous un statut spécifique qui est le VSI qu'on continue toujours. Pendant 45 ans, ça a été notre mission essentielle de permettre à des jeunes de vivre leur engagement, de partir dans des missions de coopération de solidarité internationale de longue durée, de deux ans généralement, au minimum un an dans le cadre de projets de coopération portés soit par les associations, soit par les collectivités, soit par les acteurs étatiques également, avec, aujourd'hui encore, 300 volontaires sur le terrain. Dans ce cadre-là, on a à la fois un travail de construction de missions de volontariat en lien avec nos partenaires et de recrutement, de formation et de suivi de volontaires sur le terrain. On a une évolution assez importante depuis le 1^{er} janvier 2010, donc encore assez récente, sur la base d'abord d'une concertation entre les pouvoirs publics et le monde associatif, de s'apercevoir, comme on peut le voir dans toutes les expériences citées précédemment, qu'il y a, aujourd'hui, de plus en plus un engagement citoyen à l'international, au sens large, des jeunes en particulier, mais pas seulement, de plus en plus important, un grand accroissement des formes d'engagement à l'international et en même temps une grande diversification dans des dispositifs qu'on connaissait, statutaires, type VSI, on parlait aussi du SVE, mais aussi tout un tas de formes nouvelles, pas forcément statutaires et qui se développaient, engagement à titre bénévole, dans le cadre de chantiers de jeunes financés par les collectivités, par l'Union européenne, par l'Etat, à titre totalement bénévole, également des dynamiques d'engagement pour des personnes en activité, des salariés, des personnes retraitées aussi. Je pense, notamment au congé de solidarité, au volontariat senior, toutes ces formes qui se développent depuis un certain nombre d'années, donc accroissement et diversification des formes d'engagement à l'international qui, en parallèle, a posé un certain nombre de questionnements aussi sur l'accompagnement et la qualité de ces formes d'engagement. Comment tous ces citoyens qui s'engagent, qui mettent du leur pour partir à l'international, pour tout ce que ça représente en termes de valeur, d'action, d'engagement, comment est-ce qu'ils sont préparés au départ, comment ils vivent leur engagement sur le terrain ? Comment les actions qu'ils mènent sont aussi, parfois, attendues, concertées, complémentaires avec ce qui peut se passer dans les pays partenaires ? Et, un champ important, pour moi, est celui de la valorisation. Comment est-ce que tous ces engagements citoyens dans leur globalité, dans leur diversité sont valorisés dans les parcours personnels, individuels, professionnels de toutes ces personnes qui s'engagent ? Et, en parallèle, on en a parlé tout à l'heure, pour les territoires, notamment les territoires qui accompagnent ces engagements, quel impact, quel intérêt, comment est-ce qu'on revalorise, on réinvestit ces engagements citoyens à l'international dans notre propre territoire ? Tout un tas de questionnements nouveaux qui faisaient montre à la fois d'intérêt pour ce constat d'un accroissement des formes d'engagement à l'international et d'une volonté politique de mieux les promouvoir. Cela fait que, suite à cette concertation un peu large, pouvoirs publics, monde associatif, et à cette ambition collective de mieux promouvoir et développer dans leur diversité les différentes formes d'engagement citoyen à l'international, nos missions ont un peu évolué. On a également changé de nom de l'AFVP à France volontaires qui est notre nom actuel. On a une

mission qui est de promouvoir et développer les engagements volontaires et solidaires à l'international. Je définirai en termes de mission ce que ça représente en essayant de faire le lien avec les discussions de ce matin. On a également évolué en termes de gouvernance. C'est important puisque, d'une association parmi d'autres, on est, aujourd'hui, une plate-forme des associations d'envoi de volontaires à l'international dont est membre Solidarité jeunesse d'ailleurs, un de nos membres importants via la plate-forme Co travaux. Parmi nos membres beaucoup d'associations qui travaillent dans ce champ d'engagement du volontariat international, l'Etat et les collectivités territoriales également, une cogestion paritaire qui fait notre spécificité, qui rend intéressants et importants les débats sur ces sujets. En termes de mission, promouvoir et développer les engagements volontaires et solidaires à l'international dans leur diversité. En gros, ça veut dire du chantier de jeunes au volontariat senior sur l'ensemble du spectre de l'engagement et également sur l'ensemble des temps de l'engagement. C'est important. Ce qui veut dire qu'en termes de mission, on mène actuellement un travail important toujours dans une dynamique d'appui aux acteurs et d'accompagnement des acteurs pas forcément faire en substitution de, mais venir apporter nos ressources, nos compétences pour alimenter, conforter les différentes missions qui sont déjà en œuvre. Un premier travail sur tout ce qui concerne l'information, l'orientation et la communication sur les dispositifs de l'engagement volontaire et solidaire à l'international. On en a parlé tout à l'heure. Beaucoup de dispositifs existent qu'on ne connaît pas forcément. Il y a des informations un peu parcellaires, des financements aussi qu'on ne sait pas où aller chercher. On ne les connaît pas tous. Donc, un premier travail important qu'on essaye de mener en lien avec les acteurs internationaux, CIDJ, RITIMO ou BIOFORCE notamment. Au niveau régional aussi, on travaille beaucoup avec les CRIJ, les missions locales pour essayer dans les territoires de mieux concerter, mieux organiser ces dispositifs, ces fuseaux d'orientation et d'information. Donc, un premier travail important sur ce sujet-là. Un second concerne globalement l'appui aux acteurs sur l'ensemble du spectre de l'engagement. Comment est-ce qu'on a réussi ensemble à développer les processus de préparation au départ, à les mutualiser, à suivre et accompagner les volontaires et leurs engagements sur le terrain, à travailler sur la dimension valorisation dont je parlais tout à l'heure ? Ça se matérialise notamment en France avec un travail partenarial assez élaboré et surtout, c'est ça qui est particulièrement important, avec lequel on travaille beaucoup avec des acteurs notamment en région, c'est la mise en place d'espaces volontariat dans les pays avec lesquels on travaille, dans actuellement 11 pays, mais qu'on va élargir à une vingtaine de pays d'ici à la fin 2012. On a ouvert des espaces volontariat, pour faire simple, des maisons ressources pour toutes les personnes qui sont dans le cadre d'un engagement volontaire solidaire à l'international, des espaces d'accueil, d'information, de formation et de mise en réseau, d'identification de partenaires potentiels. On parlait de ce que vous mettez en œuvre au conseil général de l'Allier, l'importance d'avoir une structure sur place. Ces espaces sont là pour ça, pour vous aider à identifier les structures, pour accueillir des groupes de jeunes, pour pouvoir les accompagner et les suivre sur le terrain, mettre en place des formations, voire travailler sur la dimension réciprocité sur laquelle je reviendrai tout à l'heure. Dans le cadre d'un chantier de jeunes à visée internationale organisé à Blois par Concordia, également membre de Co travaux, on a travaillé sur la mise en place d'un processus de préparation au départ pour des jeunes marocains qui viendraient participer à un chantier international à Blois en France. Des espaces ressources de capitalisation et d'information qui sont à votre service, collectivités, associations pour mettre en œuvre vos actions. La troisième mission est celle, un peu plus large, d'alimentation des politiques publiques pour essayer de faire porter un peu plus haut, plus fort ces enjeux du volontariat, de l'engagement sur une dynamique de connaissance, essayer de mieux connaître la diversité de ces formes d'engagement pour alimenter les politiques publiques et aussi d'innovation et de qualité. On en a parlé un petit peu tout à l'heure. On faisait aussi ce constat par le statut spécifique qu'on mettait en place de volontariat de solidarité internationale. Les jeunes qui vivent ces expériences sont globalement, à peu près, toujours les mêmes. Pour grossir un peu le trait, c'est des jeunes qui sont relativement diplômés, ce qui est très intéressant. Mais, l'enjeu, aujourd'hui, est aussi comment est-ce qu'on permet à tous les jeunes dans leur diversité, c'est pour ça aussi qu'on s'enrichit beaucoup de toutes les expériences que vous avez déjà pu mettre en œuvre, comment est-ce qu'on permet à tout les jeunes dans leur diversité de vivre une expérience à l'international ? Pas forcément comme un préalable, c'est aussi comment on construit des parcours d'engagement vers. C'est un chantier important qu'on mène et dont est en charge, plus particulièrement, Aurélie ici présente qui pourra peut-être vous en parler un peu plus. La quatrième mission est la continuation de ce qu'on faisait précédemment d'envoi de volontaires

sous statut VSI. Aujourd'hui, on a peu près 250 à 300 volontaires sur le terrain en appui notamment à des coopérations décentralisées ou dans le cadre de programmes territoriaux avec les collectivités régionales et départementales, mais aussi avec des villes et des communautés de communes. Voilà pour vous présenter ce qu'on fait. Je ne vais pas aller beaucoup plus loin. Juste deux petites choses. La question de la réciprocité est un sujet important, réciprocité, importance, intérêt, la plus-value de pouvoir faire partir nos jeunes à l'international, mais aussi de pouvoir réfléchir parce que dans la notion de volontariat est aussi consubstantielle la dimension réciprocité accueil, ce que font déjà beaucoup d'organisations avec une certaine difficulté à pouvoir accueillir sur le long terme, dans le cadre de dispositifs statutaires équivalents de volontariat des jeunes étrangers. On lance un programme expérimental à partir de novembre décembre, avec un programme de réciprocité Mali Niger, le terme n'est pas joli. L'idée est de pouvoir faire venir des volontaires maliens et nigériens en France sous statut volontaire en mobilisant, c'est pour ça que c'est plus intéressant, le statut de service civique. Tout le monde ne le sait pas forcément, c'est un sujet important, aujourd'hui, le statut de service civique permet, pas forcément à des français, de bénéficier de ce statut. Il est bien précisé dans la loi qu'il est ouvert à toute personne. Je ne vais pas vous faire l'explication législative, mais en gros il est précisé que tout jeune qui est originaire d'un pays qui accueille déjà des volontaires français peut également bénéficier du statut de service civique. C'est extrêmement important. Cela ne veut pas dire que c'est simple et que ça va être facile de le faire. Mais, l'agence du service civique a initié un certain nombre de programmes avec le Maroc, avec quelques autres postes en Amérique du sud, le Pérou je crois. On va essayer aussi en lien avec l'agence du service civique de lancer un programme avec le Mali et le Niger en 2012 en lien avec des collectivités territoriales dans le cadre de leur coopération décentralisée. C'est aussi un élément important qui peut alimenter le débat. La dernière chose, on a parlé un peu de conseils de jeunes, conseil général, conseil municipal. Ce sont des sujets qui nous intéressent de plus en plus de par nos nouvelles missions en lien avec l'ANACEJ, l'association nationale des conseils de jeunes. On va essayer de lancer un chantier un peu important sur le sujet, déjà de capitalisation et de connaissance de l'ensemble des expériences, des initiatives qui existent, dans lesquelles les jeunes s'emparent de la coopération internationale de leur collectivité ou de la coopération internationale au sens large, donc un travail de capitalisation, probablement de production de ressources sur la base de toutes les expériences que vous mettez déjà en œuvre au quotidien et d'expérimentation sur un ou deux territoires, notamment avec la ville de Blois probablement, d'essayer d'accompagner un conseil municipal de jeunes dans leur appropriation de ce sujet, de l'international et de comment ils peuvent alimenter leur collectivité sur la construction d'une politique de coopération décentralisée. Là encore, c'est un sujet qui fait sens avec ce dont a parlé précédemment et qui peut alimenter les débats dans les minutes à venir. Je vous remercie.

Laurent Tournon, Chargé du Programme Jeunesse au Conseil régional des Pays de Loire :
Laurent Tournon du conseil régional des Pays de la Loire. J'aurais deux questions qui sont communes à tout le monde. J'attendais avant de les poser. On parlait des publics, sous cette forme d'engagement, qui étaient plutôt féminins et, vous avez rajouté, avec certain niveau d'études pour certaines missions. Personne n'a parlé de la participation financière des jeunes. J'aurais voulu savoir. Pour un chantier de jeunes bénévoles, il y a des coûts pour les publics. Est-ce que vous mettez en place une prise en charge spécifique avec vos partenaires pour que l'objet financier ne soit plus un frein à l'engagement ? *La deuxième question*, tout le monde a parlé de la préparation au départ, du suivi pendant le séjour avec les partenaires. J'ai une question que je me pose depuis un moment. Dans la région Pays de la Loire, je suis en charge de l'office international de la jeunesse, le financement de projets de jeunes à l'étranger, ou d'accueil d'étrangers. On est en train d'essayer de travailler à la préparation et à l'accompagnement au retour d'expérience, au-delà de la valorisation. On sait qu'il y a un enjeu d'être bien préparé au départ. On a remarqué qu'on délaisse, faute de moyens, faute de temps, faute d'outils, cette préparation au retour, comment on est bouleversé, travaillé par ce qu'on vient de vivre, même si ça a été génial, ça remue. Personne n'en a parlé. Est-ce que des gens mettent en place des choses avec des outils spécifiques ?

David Sac :

Je veux bien répondre sur la participation financière des jeunes. Je vous ai parlé d'autofinancement avec une implication importante des jeunes tout au long de l'année qui permet

de réduire les coûts pour les jeunes. Mais, on tient quand même à une participation symbolique de façon à ce que les jeunes versent quelque chose pour se déplacer à l'étranger. Mais, ça reste du domaine du symbolique.

Franck Dessomme :

Pour le volontariat, mis à part le SVE qui couvre tous les frais liés au transport, liés au séjour et liés aussi à la couverture sociale, le volontariat hors cadre tel qu'on le pratique, c'est-à-dire juste entre des échanges de jeunes entre associations partenaires, il y a peu de financements systématiques ou clairement identifiés à mobiliser. Ça peut dépendre des pays. En France, il y a des organismes, notamment certains conseils généraux, qui aident à la mobilité, qui offrent des bourses d'aide à la mobilité pour participer au financement du transport. Mais, pour un jeune français qui voudrait partir en SVE, financièrement il n'y a aucun problème. Pour un jeune qui voudrait partir à l'international, dans le cadre du VSI, je ne connais pas trop les conditions, mais du volontariat comme on le pratique, effectivement, ça a un coût. A ma connaissance, il y a peu de financements possibles d'autant que certaines structures, certaines associations dans des pays du sud notamment, pays d'Amérique latine, pays d'Asie, voire d'Afrique qui accueillent des volontaires, demandent en plus des frais de participation tout simplement pour l'hébergement et la nourriture. Pendant que j'y suis, deux ou trois mots sur les évaluations. L'évaluation après l'expérience, ce n'est pas là où on est le meilleur. C'est souvent quelque chose auquel on pense et qu'on ne fait pas systématiquement. Néanmoins, on le fait dans la mesure du possible. Le SVE, encore une fois, propose normalement des retours, deux ou trois jours pendant un week-end ou en semaine, de retour d'expérience en réunissant des jeunes qui sont partis en SVE, en organisant des ateliers pour qu'ils échangent. Au sein de solidarité jeunesse, on le fait aussi pour des jeunes qui sont partis, essentiellement, en chantiers internationaux. À la fin de la saison d'été ou au mois de septembre, il y a ce qu'on appelle des week-end retour d'expérience où les jeunes peuvent venir échanger, se retrouver entre gens qui se comprennent, entre guillemets, parce que ce n'est jamais facile d'expliquer ce qu'on a vécu, ce qu'on a vu c'est assez facile, mais ce qu'on a vécu ce n'est pas toujours simple à faire comprendre à notre entourage et, au moins, l'échanger entre personnes qui se comprennent, c'est appréciable.

Pierre Daniel :

Je vais rebondir également sur ces deux sujets. La dimension financière est importante. Il est clair que dans tous les cas, une mobilité au sens large à l'international a un coût. Sur les dispositifs statutaires type SVE ou VSI, il n'y a pas de coût pour le jeune. Pour un volontariat de solidarité internationale, c'est à peu près la même chose. Il y a un système financier indemnitaire qui fait que la totalité du coût de la mission est prise en charge par l'organisation d'envoi via le ministère des affaires étrangères et par le partenaire qui va accueillir le volontaire. Il n'y a pas de coût pour le volontaire. Dans les autres formes d'engagement à l'international, il y a un coût, qu'on n'a pas forcément de moyens pour les prendre en charge. On peut essayer de faciliter des choses, mais on n'a pas forcément les moyens de les prendre en charge. Des dispositifs financiers, il en existe, un peu éclatés. Ce qui est important, c'est d'essayer de travailler dans les territoires pour arriver à créer des fonds communs, à se partager des ressources et des moyens. J'ai discuté avec le ministère récemment sur les JSI, VSI, les chantiers de jeunes en leur disant « est-ce que ça ne pourrait pas être possible de travailler avec des dispositifs régionaux où l'Etat abonde ? ». Je sais qu'en région Pays de Loire, il y a déjà un dispositif dans le cadre du contrat de projet Etat/région. Je ne sais pas si ça fonctionne bien. Mais, il y a quelque chose. C'est une mutualisation des dispositifs de financement qu'il faut travailler. Mais, il y a un coût à prendre en charge par les jeunes qui, de fait, crée ce déséquilibre dans l'accès aux dispositifs, malheureusement. La préparation au départ et au retour surtout est effectivement essentielle. Dans tous les cas, on envisage dans l'expérience d'engagement, il y a le départ, il y a le pendant, il y a le retour, c'est trois temps complètement indissociables. Dans les volontaires qu'on envoie en propre, les volontaires de Solidarité internationale, on a un temps départ, pendant et retour, un stage de formation de 4 jours qui permet de faire un retour sur soi, sur son expérience personnelle, mais aussi préparer la suite professionnellement. Comment est-ce qu'on réécrit son CV ? Comment est-ce qu'on met des mots sur les compétences qu'on peut acquérir ? C'est pour nos propres volontaires, mais, qu'on va élargir à l'ensemble des VSI, même ceux qui sont envoyés par d'autres organisations. On va essayer de faire un stage retour qui soit ouvert et proposé à l'ensemble des organisations. Ça veut dire qu'on a aussi des ressources pédagogiques et une certaine expertise

sur le sujet qui fait qu'on est tout à fait ouvert à travailler avec vous, pour ceux qui le souhaitent, pour pouvoir monter des dispositifs de stages au retour, adaptés à la diversité des expériences d'engagement. Il est bien évidemment pas le même stage pour un chantier ou pour un VSI par exemple. Dans ce cadre-là, un peu plus globalement, sur toute la dimension retour, réinsertion, valorisation, depuis avril dernier, on a mis en place un dispositif technique et financier pour permettre de soutenir des actions de valorisation dans la diversité des formes d'engagement. Ça s'appelle le FAIVE. Le mot n'est pas joli, désolé ce n'est pas moi qui l'ai choisi. C'est le fonds d'appui aux initiatives de valorisation des engagements. C'est un fonds qui fonctionnera par appels à projets, qui fonctionne parce qu'il est en cours, par appels à projets, deux par an, et qui a pour objectif de venir cofinancer des initiatives de valorisation, au sens large, des engagements. Ça peut être dans des sessions de restitution. Ça peut être l'organisation de conférences. Ça peut être un travail de capitalisation. C'est assez large. On est parti de ce principe-là que ce n'était pas assez pris en considération et qu'il n'y avait presque aucun outil financier qui existait pour essayer d'avancer sur ces sujets. On a mis ça en place depuis avril. Un appel à projets est en cours. Il se terminera fin novembre. Il y en aura deux par an. Je vous invite à aller sur notre site Internet pour avoir toutes les informations sur ce dispositif.

Jocelyne Vernon, Adjointe au Maire Jeunesse et Démocratie locale en Mairie de Mée-sur-Seine :
En termes de participation financière, dans la mesure où notre projet est un projet d'insertion aussi, nous avons mis en place des chantiers de jeunes. Les sommes qui devaient aller vers les jeunes, les jeunes avaient accepté dès le départ qu'elles soient dédiées au transport. Au départ, c'était ainsi fait. Vous participez aussi. Ils ont travaillé un certain temps sur ces chantiers jeunes. Nous avons gardé l'argent pour payer leur transport. Sur place, ils ont été hébergés. Nous travaillons aussi avec une association sénégalaise. On a pu quand même s'en sortir sur cette partie-là. *Et le suivi*, comme c'était un projet d'insertion, le service jeunesse avec l'association, nous travaillons avec une association de prévention et d'insertion, a fait un suivi. Nous aidons les jeunes à trouver du travail dans cette dynamique. Ça peut être aussi une base de travail. Ce n'est pas sûr que ça marchera tout le temps. On a pu le faire pendant deux ans. Mais, là, on traîne un peu la patte. On a du mal à remettre ça en place. C'était vraiment intéressant.

Véronique Hérupé :

On est en train d'essayer de monter d'envoyer un jeune en service civique en Mongolie. On a été sollicité par l'agence puisqu'il y a peu de partenaires en Mongolie. Là, il y a aussi un coût pour l'association qui mène des actions là-bas, qui a, bien souvent, un petit budget pour mener ces actions. C'est aussi un choix de l'association. Le financement qui va au service civique ne va pas à une action, d'où l'obligation de bien cibler les missions du jeune pour le jeune, mais aussi pour l'association.

Bernadette Chaumard :

D'autres questions peut être ? Il est bientôt 11 heures dans quelques minutes. Je ne sais pas si on a pu répondre à vos questionnements.

Ces témoignages étaient très diversifiés. Je remercie nos intervenants pour leur action. Ils vous ont apporté quelques éclairages. Sachez que le conseil général de l'Allier, dans le cadre de l'aide aux projets jeunes, essaye de réfléchir à ces retours d'expérience. Il nous semble évident que le jeune parlant au jeune a plus d'impact auprès d'autres pour permettre aux jeunes, qui n'osent pas, d'oser aussi. La collectivité a mis à disposition un dispositif qui permet un accompagnement financier qui est ce qu'il est pour l'instant compte tenu de l'enveloppe budgétaire qui nous est attribuée. On peut aussi avoir un accompagnement. On essaie de faire avec d'autres partenaires institutionnels comme la CAF qui participe aussi financièrement à des aides aux projets jeunes. La DDCSPP, c'est-à-dire dans les nouveaux services de l'Etat, ex DDJS, également participe financièrement pour aider un jeune à construire son projet et à partir à l'international. Il y a un effort pour aider les jeunes à partir. Mais, en retour, la collectivité, les institutions leur demandent le plus possible un retour d'expérience, un témoignage auprès d'autres jeunes à l'occasion de manifestations organisées ou de soirées à thème qu'on va essayer de mettre en œuvre pour que le jeune parle à d'autres jeunes. Ça donnera envie, peut-être, à d'autres jeunes de partir à l'international.

Une participante dans la salle :

Un autre témoignage. Dans l'Ain, on a depuis longtemps un dispositif d'aide aux projets jeunes en partenariat, jusqu'à présent, avec la DDCS, le Conseil général et la MSA. Depuis cette année, la CAF vient de nous de rejoindre et on a un coup de cœur du Crédit agricole. On a d'un côté des aides à la solidarité internationale et on cible un montant qui va pour les jeunes qui vont à l'international. Nous sommes en commencement de travail sur des soirées de valorisation parce qu'on est bien persuadé qu'il faut aussi communiquer. Il faudra qu'on se rapproche. C'est pour ça que votre biennale de la solidarité m'intéresse aussi beaucoup. Je ne manquerai pas de vous contacter. Merci.

Bernadette Chaumard :

La biennale peut être aussi un outil. Et, même, c'est un outil de communication des associations, des structures ou des jeunes eux-mêmes pour venir témoigner. La biennale menée par le Conseil général permet aussi d'avoir une communication forte dans l'ensemble du territoire. C'est intéressant aussi pour valoriser l'expérience du jeune.

Peggy Voisse, Responsable de la mission Pack jeune adulte à la Région Auvergne :

Peggy Voisse, responsable de la mission pack jeune adulte de la région Auvergne. La région partage tout à fait vos questions à diffuser l'information notamment sur la mobilité internationale outre les programmes qu'elle met en œuvre, elle aussi, avec, comme vous le soulignez, des enveloppes plus ou moins conséquentes, mais un effort réel en direction des jeunes et un travail en relation avec le CERACOP, le centre de ressources régional. Ce que souhaite faire la région, c'est de mettre à disposition des établissements qui le souhaiteraient, les lycées puisque nous avons en charge les lycées, des jeunes en service civique qui pourraient dans différentes missions diffuser de l'information auprès des élèves. Et, parmi les missions, il y en a une qui concerne la mobilité internationale et la coopération décentralisée puisque, dans le cadre des assises de la jeunesse, on a pu noter, en effet, un réel engouement des jeunes pour la mobilité, mais un déficit d'information par moment ou trop d'information. On pense que par le biais d'un jeune en service civique dans un établissement, on pourrait, peut-être, contribuer à améliorer cette information.

Bernadette Chaumard :

D'autres questions ? Merci à tous nos intervenants et merci à vous tous de votre venue et de cette participation.